



Urgence sociale et écologique : Changer le système, pas le climat

LE P'TIT ANJOU ROUGE, BULLETIN DU NPA 49 DU SAMEDI 6 NOVEMBRE 2021

Une nouvelle COP pour (presque) rien

Dans la foulée du G20 de Rome, la COP26 s'est ouverte le 01/11 à Glasgow. Synchronisation significative puisque les pays du G20 sont responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre (GES)...

Danger imminent !

Les engagements unanimes de la COP21 de Paris 2015, très minimalistes et non contraignants, n'ont pas été tenus, loin s'en faut : pour contenir le réchauffement moyen à 1,5°C, il fallait engager un processus de baisse des émissions de GES de 4 à 5% annuellement. Or, sur les six dernières années écoulées, ces émissions n'ont cessé d'augmenter ! Le GIEC, Groupe intergouvernemental pour l'étude du climat, documente très clairement ces réalités et alerte très fort : nous sommes sur une trajectoire de réchauffement de 2,7°C !

Macron minimise et se vante : « Nous ne sommes responsables que de 1% des émissions de GES ». « Les énergies renouvelables, c'est dans l'UE qu'elles sont le plus mises en œuvre », proclame von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Pourtant, les pays occidentaux ont une avance historique en matière d'émission de GES et ont surtout délocalisé ailleurs leurs pollutions par l'accroissement, ces dernières décennies, de la mondialisation capitaliste.

Le « capitalisme vert » à la poubelle !

À l'heure de tous ces dangers, c'est la fuite en avant vers les « solutions technologiques » les plus hasardeuses (captation/séquestration de CO₂ entre autres) et dangereuses, comme le nucléaire. Tout cela se pare d'une rhétorique écolo : « Pour le climat, toutes les énergies ne se valent pas. L'électricité d'EDF est à 97% sans émissions de CO₂ », affirme une publicité. L'imposture est totale : Tchernobyl, Fukushima et la poubelle nucléaire de Bure (sans oublier les dizaines d'accidents nucléaires aux USA, en URSS, au Japon et en France) sont là pour nous le rappeler.

Si elles ne négocient pas à proprement parler, les entreprises (plus exactement : leurs propriétaires et actionnaires) n'en sont pas moins présents à la COP 26 de Glasgow. Réunis en forums et colloques, ils partagent leurs « réflexions »... Attribuer un prix au CO₂ pour qu'il soit un support de plus aux échanges commerciaux est

une de leurs dernières solutions calamiteuses. Ces capitalistes sont le problème, la solution sera trouvée contre eux, car à l'heure du réchauffement climatique, plus que jamais, ce système basé sur le profit et la reproduction sans cesse élargie du capital a démontré sa dangerosité et perdu toute légitimité.

Rompre avec le capital avant qu'il ne soit trop tard

Pour répondre à l'urgence climatique et plus globalement faire face aux grands problèmes qui sont devant nous (effondrement de la biodiversité, artificialisation des terres, pollution de l'air et de l'eau, pandémies...), les luttes actuelles contre les projets destructeurs sont essentielles. Mais elles ne suffiront pas. Parce que le capitalisme n'est pas plus capable de prendre soin de la planète que de celles et ceux qui la peuplent, il faut en sortir d'urgence.

Cela passe d'abord par l'expropriation des pollueurs et la planification démocratique de la production (sans aucune publicité qui oriente la consommation !) Il faut empêcher les grandes multinationales de l'énergie de puiser le pétrole et le gaz dont elles possèdent les gisements. Il n'est plus possible de laisser toute liberté au secteur financier pour investir dans les projets les plus polluants (parce que les plus rentables) au lieu de financer la « transition écologique ».

Les banques et les entreprises responsables de la destruction de notre environnement doivent donc être expropriées et socialisées. Ces

nouveaux secteurs publics devront permettre de sortir des énergies fossiles et du nucléaire, de diminuer la consommation globale d'énergie, de développer les énergies les moins émettrices de CO₂.

Au-delà, il faudra toutes et tous ensemble construire une société démocratique, sociale et écologique : l'**écossocialisme**. C'est ce que défend notre candidat à l'élection présidentielle, Philippe Poutou.

**NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS !
OUI À L'ECOSOCIALISME !**

LE BLOG DU NPA 49 : <http://npa49.fr/>
Facebook : www.facebook.com/npa49
contact : npa49@yahoo.fr

Impr. Spéc. - ne pas jeter sur la voie publique



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



Écosocialiste !
Antiraciste !
Féministe !



La COP26 selon Daniel Tanuro

“COP26 oblige, les grands médias matraquent le message du capitalisme vert : la solution viendra de la combinaison du changement des comportements individuels, d’une part, et de la technologie, d’autre part. Le message politique sous-jacent est clair : citoyen.ne.s, occupez-vous du premier aspect, laissez le capital et ses laquais politiques se charger du second.

Les journaux télévisés [...] sont de parfaites illustrations de ce matraquage. Reste à saupoudrer un peu de suspense : les leaders du monde réussiront-ils à s’entendre sur “des avancées” ? Entendront-ils la voix des citoyen.ne.s qui prennent le train, roulent à vélo et mangent bio, et la voix des « entreprises qui ne demandent qu’à investir encore plus » dans les technologies vertes pour peu que les gouvernements les rendent plus profitables ? Ou leurs « rivalités politiques » seront-elles les plus fortes ? L’obstination à escamoter les débats de fond - sur l’antagonisme entre croissance capitaliste et sauvetage du climat/de la biodiversité, sur la nécessité d’une planification, sur la facture sociale - est tout à fait remarquable.

Mais cette obstination est la marque d’une faiblesse terrible : ces gens ont plus peur que jamais de la vérité des faits. À nous de le marteler sans relâche : il n’y a pas d’issue sans un PLAN structurel pour produire moins, transporter moins, consommer moins globalement, ce qui n’est socialement possible -et juste !- qu’en partageant le travail nécessaire, le temps, l’espace et les richesses. Entre Nord et Sud ET au sein des sociétés du Nord et du Sud.”

(Daniel Tanuro est agronome, militant écosocialiste en Belgique, auteur, notamment, de L’impossible capitalisme vert aux éditions La Découverte.)

Gratuité des transports en commun : pourquoi pas à Angers ?

Après Dunkerque en 2018, Douai. Le syndicat mixte des transports du Douaisis a adopté au printemps la gratuité des transports en commun à partir du 1er janvier 2022. Le réseau - une vingtaine de lignes de bus - sera donc accessible gratuitement pour les 220.000 habitant.e.s de l’agglomération. Pourquoi pas à Angers, dont l’agglo a une taille comparable ? On sait hélas le maire Béchu résolument hostile à cette mesure à la fois sociale et écologique. Parce qu’il n’est ni social, ni écologiste. Il préfère développer la police municipale, multiplier les caméras de surveillance et fusils LBD. Et livrer la ville aux promoteurs immobiliers afin d’en chasser les classes populaires. La gratuité des transports, outil indispensable pour réduire la part de l’automobile dans la cité et supprimer les ghettos urbains, reste à conquérir.

Pays-de-la-Loire : les délires productivistes de la présidente de région

Christelle Morançais, présidente LR de la Région Pays-de-la-Loire, s’est dite favorable à l’implantation d’un “mini-réacteur” nucléaire à Cordemais (44) sur le site de la centrale à charbon. Celle qui, sans crainte du ridicule, s’était à la fin 2019 auto-proclamée “première écologiste de la région” (parce qu’elle consacrait un minable 1,9% du budget de la région à la « transition écologique ») affiche par la même occasion son ignorance crasse en la matière. Car les *small modular reactors* (SMR) existent surtout dans l’imagination de Macron et des technocrates qui, sans rien y connaître, font des technologies le remède miracle aux failles de plus en plus béantes du capitalisme.

En admettant – hypothèse fumeuse - que les SMR puissent répondre aux exigences élémentaires de sécurité à un coût raisonnable, il faudrait de longues années, voire des décennies, pour les mettre au point. Ce petit détail qui tue n’est pourtant pas de nature à arrêter ceux qui y voient surtout une occasion de produire n’importe quoi à n’importe quel prix... L’exemple catastrophique de l’EPR de Flamanville est là pour le montrer : coût faramineux, malfaçons et retards incessants ne découragent pas les Macron et dirigeants néolibéraux d’EDF qui veulent en commander de nouveaux ! Au nom d’une « croissance » infinie dans un monde limité, ils dilapident ainsi des fonds publics qui pourraient être consacrés aux énergies renouvelables et aux économies d’énergie (notamment par un plan massif d’isolation des habitations). Toutes et tous ensemble, disons STOP au nucléaire !

